

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

www.jeunes.npa2009.org

#34
FÉVRIER
2014

1€

CONTRE le GOUVERNEMENT du MEDEF



ZOOM SUR

FAC, LYCÉE, ESPE...
**LES LUTTES
DANS
L'ÉDUCATION**

P.7

DOSSIER

**DÉFENDONS
le droit à
L'IVG !**



P.4

« Nous avons besoin de grandes universités de recherche avec un objectif clair : doter le pays d'universités parmi les meilleures au monde, qui permettront à la France de tenir son rang dans la compétition scientifique et économique ». Voilà ce que Hollande a déclaré lors d'une visite sur le campus de Strasbourg fin janvier, prévoyant dans le même temps de dégager 2 milliards d'euros pour la mise en place de nouveaux projets excellence. Entre hypocrisie totale et cynisme froid, ces nouvelles annonces viennent confirmer qu'il n'y a rien à attendre de ce gouvernement pour l'éducation et l'enseignement supérieur. A cause des réformes mises en place par Sarkozy et le gouvernement « de gauche » actuel, les universités sont dans un état dramatique. Des mil-

lions d'euros manquent pour boucler les budgets et cela conduit à des coupes budgétaires importantes. Résultats : TD supprimés, postes de profs en moins, filières qui disparaissent...

Dans le même temps, le gouvernement annonce sans scrupule qu'il va débloquer deux milliards d'euros pour financer de nouveaux pôles d'excellence ! Cet argent devrait servir à financer nos formations plutôt que des projets qui visent surtout à être rentable pour les entreprises et les patrons.

Dans les lycées, la situation n'est pas meilleure. Des mobilisations ont d'ailleurs lieu en ce moment car les budgets attribués dans de nombreux établissements sont en baisse et donc les postes de profs vont à

nouveaux sauter ! Il est clair que ce gouvernement nous a menti sur toute la ligne quand Hollande déclarait avant d'être élu que la jeunesse serait sa priorité.

Il n'y a pas qu'à l'éducation que s'en prend ce gouvernement. Il a annoncé la mise en place d'un nouveau cadeau de plus de 30 milliards d'euros pour le patronat sous la forme d'un « pacte de responsabilité ». Encore de l'argent qui ne servira qu'à enrichir les capitalistes car ils pourront empocher la monnaie et continuer à licencier tranquillement, faisant encore augmenter le chômage.

Pendant ce temps, les syndicats se contentent d'annoncer qu'ils sont mécontents. C'est insuffisant si on veut vraiment repousser les plans

du gouvernement et du patronat. Il faudrait qu'on sorte toutes et tous dans la rue crier notre colère et construire un affrontement social contre le gouvernement.

L'extrême droite, elle, descend dans la rue contre le gouvernement en véhiculant des idées réactionnaires : elle descend dans la rue contre l'égalité hommes-femmes, homophobie, contre le droit à l'IVG. Elle reçoit beaucoup de soutiens. Mais il ne faut s'y tromper, cette extrême-droite a dans son code génétique le racisme, le sexisme, l'homophobie. Ce sont les mêmes qui par le passé s'opposaient à l'indépendance de l'Algérie, aux droits des femmes ou à la démocratie. Comme par le passé, combattons cette gangrène. A nous de reprendre l'offensive !

**NPA
JEUNES**

Un GOUVERNEMENT au service des CAPITALISTES, en FRANCE ou AILLEURS !

Vœux de Hollande, vœux du MEDEF !



En 2014, on a vu que le président a pris une résolution : assumer sa relation discrète... avec le patronat.

Depuis son élection, il avait déjà montré une forte affinité, avec le crédit d'impôt de 20 milliards aux entreprises, l'Accord national interpro qui légalise le chantage à l'emploi... Mais avec le pacte de responsabilité qu'il vient d'annoncer, reprenant tel quel le pacte de confiance proposée par le MEDEF en novembre, ça devient fusionnel. De quoi rendre jalouse l'UMP qui s'est écriée « C'est notre politique ! C'est le programme de Nicolas Sarkozy » !

Qu'y a-t-il dans ce pacte ? Rien de moins que la suppression de 30 milliards de cotisations patronales, c'est-à-dire une partie du salaire qu'on nous paie pour financer la Sécurité sociale. Et pour compenser, ça tombe bien, la TVA (taxe qui augmente les prix) vient d'augmenter ! En clair, au lieu d'un paiement par les patrons, on passe à une ponction sur nos budgets à tous. Cette fiscalisation de la sécu a un autre but : en finir avec ce pot commun arraché aux capitalistes en 1945, et qui est en partie contrôlé par les syndicats. L'État pourra tailler dans la sécu plus facilement. Tout cela revient à la TVA sociale de Sarkozy, que le PS avait dénoncée et annulée !

Les autres ne veulent pas être en reste : le ministre du Budget a ajouté qu'il allait supprimer une partie des 150 taxes sur les entreprises. Voilà la simplification dont ils parlaient... non il ne s'agissait pas de simplifier les demandes d'APL ou de bourses des jeunes !

Ce gouvernement mime le précédent, car il se soumet à la même pression du système : course à la compétitivité, dette publique payée aux capitalistes pour financer les capitalistes... Au NPA, nous voulons sortir de cette concurrence pour le profit qui ruine la société ! Les richesses doivent enfin être utiles : un revenu pour les étudiants, un vrai salaire pour les apprentis, des investissements dans l'éducation, l'écologie... Il n'y a que les jeunes et les travailleurs qui ont le pouvoir de le faire, en expropriant les grandes entreprises.

Dans l'immédiat, face à une telle lutte de classe, il faut commencer par se battre vraiment ! Il n'y a rien à négocier avec le gouvernement.

Julien JT Paris

L'impérialisme français se porte bien...



Depuis la fin d'année 2013, la France intervient militairement en Centrafrique avec au total plus d'un millier de soldats envoyés dans le but de « stabiliser la situation ». Après le Mali, ça faisait longtemps qu'un gouvernement français avait montré autant de velléités sur le continent africain. L'intervention militaire rappelle en grande partie celle du Mali, elle est faite avec des prétextes humanitaires, prétendument contre les exactions commises par les forces de la Séléka, ces milices qui ont tenté de prendre le pouvoir en renversant Bozizé. Ce dernier avait d'ailleurs lui aussi pris le pouvoir par un coup d'Etat en 2003, soutenu par la France. Mais si c'était bien pour des raisons humanitaires que la France intervenait, pourquoi ne l'a-t-elle pas fait depuis 2007, date à partir de laquelle les associations humanitaires telles que Human Right Watch informent dessus ? Et pourquoi n'intervient-elle pas contre Israël lorsque la bande de Gaza est bombardée ?

Si c'est le cas, c'est bel et bien que la France avait d'autres raisons d'intervenir. Situé au milieu du continent africain, cet Etat est un carrefour stratégique pour les circulations de matières premières et comme si ça ne suffisait pas, il est sur un territoire riche en uranium exploité par... Areva ! A Bakama, l'instabilité a rendu inexploitable par Areva une source de 32 000 tonnes d'Uranium. Voilà une bonne raison de faire la guerre !

Les similitudes avec l'intervention au Mali sont donc importantes, protection des intérêts d'Areva, prétextes humanitaires... Mais cela va plus loin encore. L'intervention qui ne devait être que « de courte durée » a l'air de s'enliser. C'est évident, les interventions militaires sont efficaces pour imposer un contrôle sur un territoire mais elles le sont beaucoup moins pour stabiliser une région. Depuis des dizaines d'années, la France mène une politique impérialiste qui vise à imposer ses choix sur le peuple africain pour tirer le maximum de profits en faisant profiter ses entreprises des richesses du continent. Tant que les Africains seront dépossédés de leurs droits, aucune solution de stabilisation à long terme n'est envisageable. C'est à eux de choisir quelle sera la solution, pas à notre armée !

Malgré tout, nous avons désormais un rôle à jouer : celui de nous battre. Nous battre pour le retrait des troupes en Centrafrique et sur l'ensemble du continent africain, pour la régularisation des sans-papiers centrafricains et des autres et nous battre pour affirmer nos positions, à contre-courant, face à tous ceux, de Mélenchon jusqu'à l'extrême-droite qui voient d'un bon œil l'ingérence française en Afrique.

Camille, Le Mans

Après la signature du plan social à Goodyear, continuons la lutte contre les licenciements



La vague de licenciements que la crise a provoqué en Europe de l'Ouest se poursuit. En France, elle a même repris de plus belle après que le gouvernement a réussi à faire passer sans remous l'ANI et la réforme des retraites. A Goodyear Amiens Nord, un accord vient d'être signé entre la CGT et le patron de Titan, entérinant une réduction importante de l'activité de l'usine de pneus dans cette région déjà sinistrée par la crise, et le licenciement de la grande majorité de ses 1173 ouvrier-ère-s. C'est la fin de sept ans de combat, avec le mérite d'avoir pendant tout ce temps refusé la destruction des emplois, et d'avoir pu repousser le plan social. Les Goodyear, et avant eux les PSA Aulnay, les Conti, les Philips, les Molex, les Sanofi, ou encore les salarié-e-s de l'agroalimentaire breton, ont fait la démonstration que notre classe ne baissait pas la tête devant ceux qui veulent lui faire payer la crise. Mais il est temps maintenant que ceux qui luttent se regroupent. C'est la seule façon de changer le rapport de force en sortant du tête à tête boîte par boîte, et site par site. Maury Ducros, PSA, EADS ... ce sont plus de 1000 plans sociaux déjà prévus pour 2014. L'affrontement doit être à la hauteur de la situation: avec l'aggravation de la crise, les indemnités proposées sont toujours plus maigres, et les chances de retrouver un boulot quasi nulles. Si les patrons veulent partir, qu'ils partent! Les travailleur-se-s, eux, doivent rester, occuper les usines et exiger la nationalisation sous leur contrôle. Faisons de 2014 l'année de l'interdiction des licenciements.

Dieudonné : un gardien du système à combattre !

Bien que nous nous opposions à l'interdiction de ses spectacles par Valls, nous n'en sommes pas moins également opposés à Dieudonné. Retour sur le personnage :

Dieudonné a été ostracisé par les médias suite à un sketch mettant en scène un Israélien en 2003. Ce sketch n'avait pas de portée antisémite mais il avait touché à l'allié des impérialistes au Moyen-Orient et cela ne passe pas dans les médias de critiquer Israël qui est porté par les capitalistes comme le pourfendeur de l'obscurantisme dans le monde arabe. Mis sur le banc de touche, Dieudonné s'est retrouvé seul. Ensuite, il a adhéré aux théories du complot qui expliquent que tout est de la faute des Juifs qui dirigeraient le monde. A ce moment là, ça a été la descente aux enfers et le rapprochement avec les idées d'extrême droite.

Le complot juif, une vieille idée fausse

C'est une vieille idée de l'extrême droite. Très

répandue à la fin du XIXème siècle en Europe, elle a connu son apogée sous le nazisme. Elle s'accompagne maintenant de la théorie négationniste : l'extermination des Juifs n'aurait pas vraiment existé. Ces deux idées sont reprises par Dieudonné sur le net. Parler d'un complot juif, c'est masquer qui dirige vraiment le système et en tire les profits : les capitalistes, dont nombre de dirigeants d'extrême droite font partie. Les capitalistes, voilà le nom de ceux qui nous gouvernent et ils n'ont qu'une seule religion : l'exploitation de la majorité pour les profits d'une minorité. Et cette minorité à l'échelle internationale est composée de Juifs, de musulmans, de chrétiens, d'athées, etc.

Fausse lutte contre le racisme et le sionisme.

Dieudonné s'appuie pourtant sur un élément

bien réel qui explique sa popularité auprès d'une partie de la population. En France, quand on est musulman, noir, descendant de colonisés, on subit non seulement le racisme mais en plus, l'histoire de nos peuples et surtout l'histoire des crimes contre nos peuples commis par l'État français est tue. On ne l'apprend pas à l'école ou de manière à disculper la France. Ceux qui ont commis ou continuent de commettre ces crimes ne sont jamais punis.

Pourtant Dieudonné s'allie à l'extrême droite qui a participé et continue de soutenir l'impérialisme français. Il se prétend seul défenseur de l'antisionisme alors qu'il ne fait rien pour la lutte du peuple palestinien. Lui qui garde tant d'argent en liquide chez lui pourrait en envoyer un peu aux Palestiniens comme le fait le footballeur Ronaldo. Ceux qui sont antisionistes font

des choses que ni lui ni son ami Soral ne font jamais. La campagne BDS par exemple est une campagne de boycott d'Israël qui fonctionne au niveau international. Les militants solidaires de la lutte du peuple palestinien qui mènent cette campagne sont poursuivis par la justice française et risquent la prison et des amendes. Il y a deux ans, des missions internationales, « un bateau pour Gaza », ont tenté d'apporter des vivres et de briser l'embargo et ont été arrêté par Israël. Pas mal de gens font des choses pour la Palestine en France mais sûrement pas Dieudonné.

Mina, Paris 10

FREE PALESTINE !

La colonisation du peuple palestinien par l'État d'Israël continue même si ça ne fait pas la une des médias. Janvier a été marqué par la multiplication des raids aériens israéliens sur la Bande de Gaza. Ces expéditions militaires aériennes ont fait plusieurs blessés. C'est le quotidien des Palestiniens : vivre dans la peur de voir des bombes vous tomber dessus, mourir ou voir ses proches mourir. Les Palestiniens subissent un véritable harcèlement de la part de l'armée d'occupation israélienne.

La situation n'a fait qu'empirer ces dernières années. La construction d'un mur entre la Cisjordanie et les territoires a encore plus enclavé les Palestiniens. Israël a construit ce mur pour « empêcher toute intrusion de terroristes palestiniens », mais en réalité, c'est pour contrôler et écraser les Palestiniens. Ce mur est inhumain et scandaleux mais aucun pays prétendant défendre les droits de l'Homme ne s'y est opposé.

Aujourd'hui, ce mur empêche non pas des terroristes fantômes de traverser, mais tous les Palestiniens qui travaillent en Israël de s'y rendre librement, puisqu'ils doivent passer plusieurs heures dans un check point avant de gagner leur lieu de travail. Ce n'est pas tout : depuis quelques mois, Israël a instauré un système de bus différent entre Palestiniens et Israéliens. En bref, c'est un véritable apartheid qui s'abat sur les Palestiniens.

D'autre part, la Bande de Gaza est complètement sous embargo israélien. Il y a par exemple une pénurie d'eau à Gaza et souvent l'eau est polluée. Fin décembre, la bande de Gaza n'avait plus d'électricité car Israël avait décidé de se venger de la mort d'un soldat : les dirigeants israéliens ont organisé de nouveaux raids, tuant deux personnes dont un enfant, et ils ont fermé le point d'entrée du fioul. Comme la bande Gaza ne possède qu'une centrale de fioul, les 1 500 000 habitants n'ont plus eu de courant. Cela faisait déjà plusieurs mois qu'ils ne vivaient qu'avec 6 heures inélasticité par jour....

Concernant la Cisjordanie, Israël tente de l'annexer petit à



petit. Une nouvelle loi permettant à des colons israéliens de s'installer sur les territoires palestiniens vient d'être votée et chaque jour des Palestiniens se voient voler leurs terres.

Les exemples pourraient continuer à être multipliés afin de montrer que nous ne sommes pas dans un conflit religieux ou que chacun a ses torts. Les Palestiniens se font voler leurs terres, se font écraser et assassiner par Israël avec la complicité des tous les pays. Il est temps que cela cesse.

Tahia Falestine !

Bent Abdelkrim (92)

Ukraine: Ianoukovitch, démission !

L'Ukraine connaît depuis trois mois une mobilisation populaire d'ampleur. Le 16 janvier le parlement ukrainien avait voté des lois répressives pour étouffer cette contestation. Le pouvoir en place a obtenu l'effet contraire : le déchaînement de violence policière a renforcé la détermination de la population mobilisée et poussé des nouveaux manifestants dans les rues pour défendre les places et les bâtiments occupés. Les affrontements ont eu lieu notamment à Kiev, autour de la place de l'Indépendance (Maïdan), symbole de la révolte : plusieurs morts, des centaines de blessés, des épisodes de torture et des « disparitions ».

Cependant, le sursaut du mouvement et son élargissement à d'autres villes a entraîné un recul du gouvernement, qui a abrogé les lois répressives le 28 janvier. Par la même occasion, le président ukrainien Ianoukovitch a ouvert la porte à une participation des partis d'opposition au gouvernement. La place de premier ministre a été « libérée » en urgence pour rendre cette offre crédible. Un « cadeau empoisonné » selon les dirigeants

des principaux partis d'opposition, qui vont probablement le refuser, au moins dans un premier temps. En effet, ceux-ci ont peu de légitimité au sein du mouvement et ils en auraient encore moins s'ils trahissaient la principale revendication du Maïdan : la démission de Ianoukovitch.

Au-delà des rebondissements récents, la mobilisation de la population ukrainienne fait écho à d'autres explosions sociales qui se déroulent dans toute la planète, sous les effets de la crise du capitalisme. On retrouve chez les manifestants de Maïdan tous les éléments de force de cette colère populaire face à la dégradation des conditions de vie et face à une classe politique au solde des intérêts économiques et financiers d'une minorité. Il reste néanmoins des faiblesses, notamment la définition d'une stratégie pour gagner, même si un « Maïdan de gauche » (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30895>) tente d'émerger pour avancer sur ces questions.

Francesco, Paris 1



Etat espagnol: une première victoire pour les habitants de Gamonal

Après plusieurs jours de manifestations et d'affrontements avec la police contre un projet d'aménagement urbain, les habitants du quartier ouvrier de Gamonal, à Burgos, ont réussi à faire reculer le maire de la ville. En effet, celui-ci annonçait le 14 janvier la suspension des travaux. Les démonstrations de solidarité à travers le pays, ainsi que ce premier succès, poussent cependant les manifestants à continuer leur lutte jusqu'à l'abandon définitif du projet.

Il serait cependant faux de penser que cette contestation populaire vise seulement le réaménagement d'un boulevard et la construction d'un parking. Ce projet n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et exprime un malaise plus général. Gamonal a été fortement touchée par la crise et le taux de chômage y est très élevé. C'est pour cela que les 8 millions d'euros que coûterait le projet ont suscité la colère des habitants de ce quartier totalement dépourvu de services publics et infrastructures. En outre, les entreprises chargées des travaux appartiennent à des capitalistes amis du pouvoir et comptant un long passé de corruption.

Face aux mobilisations, la réponse de l'Etat a été une forte répression ; aux barricades montées par les jeunes et les habitants, le pouvoir répondait par l'envoi de flics supplémentaires depuis les villes et régions proches ! Mais la contestation n'a pas faibli et la solidarité s'est développée dans des villes comme Madrid ou Barcelone, entre autres. C'est la crainte d'une contagion de la protestation à travers le pays qui a poussé le maire de Burgos à faire un pas en arrière en essayant de calmer la situation, ce qui est loin encore d'être acquis.

Dans un contexte de profonde crise économique, la situation sociale dans l'Etat espagnol pourrait devenir explosive. Plusieurs luttes ouvrières sont en cours, comme celle du site catalan de PANRICO, qui dure depuis plus de 100 jours déjà, contre les licenciements. L'auto-organisation et



la radicalité qui s'expriment dans ces luttes sont des éléments nouveaux. La possibilité d'une convergence de ces conflits ouvriers, et des mouvements de la jeunesse et des couches

populaires fait très peur au gouvernement et à la bourgeoisie. Donc, c'est cette voie qu'il faut suivre !

L'AVORTEMENT on s'est battuEs pour le gagner... ON SE BATTRA POUR LE GARDER !

«Las ricas viajan a Londres, las pobres mueren»^[1]: UN REcul DE 30 ANS POUR LES DROITS DES FEMMES DANS L'ÉTAT ESPAGNOL !

Qui sont les opposants au droit à l'IVG?

Ils étaient, semble-t-il, près de 16 000 à Paris à manifester contre le droit à l'avortement en France, le dimanche 19 janvier dernier. Têtes blondes en poussettes en première ligne (pour se protéger des CRS), soutanes amidonnées et drapeaux bleus et roses sous le bras : ils étaient prêts et... bien trop nombreux. A croire que les réacs ont pris goût à battre le pavé pour demander la restriction des droits des autres, ça en deviendrait même une habitude !

Les nostalgiques de la manif pour tous

D'abord il y a les réacs de la vieille et riche bourgeoisie qu'on avait déjà vu défiler contre le mariage pour tous qui n'ont toujours pas digéré la défaite. Les drapeaux bleus pour les filles et roses pour les garçons (ou le contraire ...?) : ce sont eux ! Cette fois ils reviennent pour s'attaquer à la vertu des femmes, ces éternelles et pures enfants, incapables de se garder des plaisirs de la chair (fraîche et faible) et surtout incapable de savoir ce qui peut bien être bon pour leur utérus. Ils sont bien décidés à saisir toutes les occasions de faire reculer toutes les victoires idéologiques arrachées par les mouvements contre les oppressions.

Les fous de dieu

Ils sont nombreux les petites sectes catholiques et évangélistes de tout poil à se retrouver, traditionnellement, à ce genre de petites fêtes. Et cette fois, Dieu était vraiment de leur côté, puisqu'ils avaient la chance d'avoir reçu la bénédiction du Pape François (celui de Rome) dans leur sainte croisade contre les droits des femmes. Civitas est probablement le groupe le plus connu, qui s'est illustré par ses prières sauvages de rue. Ses membres se définissent comme « nationaux-catholiques » et sont les seules à revendiquer le port de la robe pour les hommes au sein de la manif !

Les pro-life

Un euphémisme pour les rassembler tous : « la marche pour la vie » (comprendre : celle du fœtus, pas celle de la femme). Les « SOS tout-petits » et autres morpions nuisibles des Centres IVG étaient bien évidemment de la partie, confirmant leur fâcheuse habitude de vouloir faire parler des photos géantes de fœtus badigeonnés de rouge... Pas étonnant qu'ils se soient fait repousser en toute fin de cortège (bonjour l'ambiance, même pour des réacs... « Il y a des (vrais) enfants ici ! »).

Une correspondante

Subissant de plein fouet les effets d'une crise prolongée, l'État espagnol devient un laboratoire des conséquences les plus terribles que celle-ci peut porter sur la classe travailleuse. Dans un contexte où le taux de chômage touche 26 % de la population (50% chez les jeunes) et où une personne est virée de son logement toutes les quinze minutes, l'avant-projet de loi sur l'avortement constitue une nouvelle attaque, qui ne pourrait qu'entraîner des conséquences dramatiques pour les femmes les plus pauvres. Pour le Parti populaire (PP) au pouvoir, c'est l'occasion de rassembler son électorat traditionnel, espérant ainsi faire oublier à la fois les attaques orchestrées contre le code du travail et les divisions en son sein.

C'est ainsi que, le 20 décembre dernier, le PP approuvait l'avant-projet de loi du ministre de la Justice Gallardón, intitulé la « Loi de Protection de la Vie de l'enfant conçu et des Droits de la Femme enceinte ». Le nom, révélateur du conservatisme du régime, témoigne surtout de son hypocrisie : il s'autoproclame « protecteur des plus faibles » alors qu'il est responsable des principales attaques à leur encontre. Par ailleurs, la combinaison entre un système patriarcal, le poids de l'Église sur le régime et l'héritage franquiste, fait de cette loi le recul le plus important de l'histoire démocratique du pays. Celle-ci rend l'accès à l'avortement presque impossible. En effet, cette loi ne permettrait l'avortement que dans deux situations : en cas de viol (qui doit être prouvé dans les 12 premières semaines) et lorsque la grossesse impliquerait un grave danger pour la vie ou la santé physique ou psychique de la femme enceinte (pour lequel le délai est de 22 semaines). La possibilité d'avorter en cas de malformation fœtale est désormais supprimée, les femmes souhaitant avorter devront en plus batailler pour obtenir des rapports médicaux faits par deux médecins extérieurs au centre IVG, obstacles retardant et compliquant encore un peu plus le processus. D'un autre côté, le délai de « réflexion » est désormais repoussé de 3 à 7 jours, et les mineures devront avoir une autorisation de leurs parents. Bien que « les femmes ne soient pas pénalisées pour cause d'avortement », pour reprendre les mots de Gallardón, le personnel médical l'ayant réalisé en dehors de ces prérequis sera considéré délictueux. Si la loi constitue en soi un recul pour les droits des femmes, on peut par ailleurs constater que cette prétendue « défense des plus faibles » est surtout la pénalisation des femmes les plus pauvres. En effet, alors que les plus riches pourront peut-être



la détourner en allant avorter dans d'autres pays, comme ce qui était fait pendant le franquisme, les femmes travailleuses, précaires, chômeuses, étudiantes seront contraintes à risquer leurs vies en pratiquant des avortements clandestins.

Dans un contexte où plus de 700 000 femmes dans le monde meurent tous les ans des suites des avortements, l'État espagnol veut condamner sa population la plus pauvre, celle qui paie déjà la crise économique.

« C'est nous qui accouchons, c'est nous qui décidons ! » scandent les voix des femmes dans les principales villes espagnoles qui se mobilisent et connaissent déjà la répression de l'État. C'est pour lutter contre l'hypocrisie et l'autoritarisme de l'État

espagnol, contre la réduction des femmes à leur « rôle reproducteur », pour le droit à exercer l'avortement dans toutes les situations, que nous devons montrer toute notre solidarité envers nos camarades espagnoles. La défense de nos droits est un enjeu de classe et notre classe est sans frontière. Mobilisons-nous pour construire une offensive internationaliste face aux atteintes aux droits de toutes les femmes !

Tania

[1] Slogan repris dans les manifestations pour le droit à l'avortement dans l'État espagnol: «Les riches partent à Londres, les pauvres meurent».

Tour d'Europe des lois sur l'IVG

La loi réglementant l'IVG dans l'État espagnol était jusqu'alors parmi les plus progressiste en Europe. Elle autorisait l'avortement jusqu'à 14 semaines, et jusqu'à 22 en cas de « problèmes de santé » ce qui poussait d'ailleurs de nombreuses femmes à venir y avorter en dernier recours. Car effectivement, la réglementation est très loin d'être la même pour l'ensemble des pays. Et sur la question du droit des femmes à disposer de leur corps, comme pour l'ensemble des questions sociales, l'Union européenne n'a pas pour habitude d'harmoniser la législation... Par le haut !

Alors en Europe, où en sommes-nous ?

L'Angleterre et les Pays-Bas ont les législations les plus favorables aux femmes. Pour le premier, l'avortement est autorisé jusqu'à la 24e semaine et

au-delà pour des raisons médicales. Il est presque entièrement pris en charge par la caisse-maladie. Pour le second, il y est autorisé sans que soit précisé de délai dans la loi, mais dans les faits, la limite se situe autour de la 24e semaine. Plus important, l'acte y est intégralement remboursé, et les CIVG accueillent sans restrictions des femmes européennes ayant dépassé la limite légale dans leur pays.

Mais pour la majorité des pays, le délai légal moyen se situe en réalité autour des 12 semaines de grossesse, avec des restrictions plus ou moins importantes quant au dépassement de cette limite. C'est le cas en France, en Italie, au Portugal, en Grèce, en Lituanie, en Lettonie, en Estonie et dans d'autres pays encore. Mais ce sont des « détails » qui viennent concrètement limiter le droit. Ainsi, en République tchèque et en Slovaquie, les femmes, probablement suscep-

tées d'irresponsabilité, sont obligées d'attendre 6 mois entre deux IVG. Les conditions de l'avortement diffèrent également, passant de l'avis simple d'un médecin à des entretiens devant des « commissions », des panels de deux à trois médecins... Mais si l'IVG a été gagnée sur le papier dans la majorité des pays d'Europe, le vrai problème, reste dans son application réelle. La question du remboursement, total ou partiel, est centrale : dans certains pays comme en Lettonie elle est intégralement à la charge de la femme. Aux obstacles économiques se rajoutent les nombreuses pressions psychologiques auxquelles les femmes doivent faire face seules.

A Chypre, en Irlande et en Pologne il reste quasiment interdit « sauf » en cas de viol, inceste ou risques pour la vie de la femme. Une législation archaïque à laquelle veut aujourd'hui revenir l'État espagnol.

L'IVG qui recule dans un seul pays c'est une défaite pour toutes les femmes. Et cela a des conséquences concrètes également, comme pour les 5000 Françaises qui passaient chaque année la frontière pour aller y avorter après dépassement du délai légal. Il est important de se battre ici aussi pour un droit à l'avortement et à la contraception libre et gratuite, y compris pour les mineures et sans condition de nationalité ou de ressources !

Le gouvernement espagnol voudrait que cette loi réactionnaire fasse tache d'huile en Europe : nous lutterons pour que ce soit la révolte des femmes contre toutes les réactions qui se généralise en Europe !

Manon Paris 1

LE 8 MARS, POUR LE DROIT DES FEMMES À DISPOSER DE LEUR CORPS.

La société capitaliste est basée sur les inégalités de classe et s'appuie sur les inégalités entre hommes et femmes. Le droit à disposer de son corps pour les femmes est une lutte de longue date, qui constitue un des axes centraux du combat féministe. Ce droit implique que chaque femme puisse disposer librement de son corps, qu'elle soit la seule à décider de ce qu'elle fait de sa vie, de sa sexualité. S'il existe formellement dans un certain nombre de pays, puisque la loi ne stipule pas, par exemple, que les femmes sont des mineurs à vie, cela n'a pas toujours été le cas et ne se traduit pas forcément dans la pratique. Ce droit, il ne suffit pas de le décréter, il doit impliquer aussi un changement réel des mentalités, ainsi que des droits comme l'interruption volontaire de grossesse ou la procréation médicalement assistée pour toutes, et une autonomie financière qui permet de se libérer de la domination d'un homme. Pas évident dans une société où le viol domestique est considéré comme normal, où des pays commencent à remettre en question le droit à l'IVG et où les femmes sont reléguées aux emplois précaires et payées en moyenne 20% de moins que les hommes pour le même travail.

Avec la crise, ce combat est remis à l'ordre du jour

Avec la crise, ces problèmes s'aggravent. Les reculs salariaux importants imposés par la classe dirigeante et la précarisation croissante impactent les femmes de manière très violente et remettent en cause leur possibilité de subvenir à leurs propres besoins. Les plans d'austérité dans un certain nombre de pays entraînent des coupes importantes dans les systèmes de santé et les centres IVG, considérés comme peu rentables, sont les premiers à en subir les conséquences. Cela rend très compliqué pour certaines femmes de faire valoir leur droit à l'IVG. La montée des idées réactionnaires et de l'extrême droite à laquelle on assiste remet aussi en cause un certain nombre de ces acquis. Dans l'Etat Espagnol, sous l'influence de l'Eglise catholique, le gouvernement est en train de revenir sur le droit à l'IVG, alors que ce pays était relativement avancé sur les droits des femmes. En France, c'est autour de l'opposition au mariage pour tous que la propagande réactionnaire s'est polarisée. En laissant prendre du terrain sur cette question et en reculant sur la question de la procréation médicalement assistée, le gouvernement Hollande lui a ouvert un boulevard. Cette remontée des valeurs familiales réactionnaires

est en contradiction directe avec les droits des femmes. La crise est une période où les reculs pour notre camp social sont importants et dont les femmes subissent de plein fouet les conséquences, mettant à l'ordre du jour de manière urgente le combat féministe.

C'est dans la rue que ça se passe.

Tous les droits et les acquis qui sont remis en question ont été gagnés par des femmes qui se sont organisées et ont lutté collectivement. Le 8 mars est une des dates emblématiques de ce combat, ce n'est pas la « journée née

de la femme », mais une journée internationale de lutte pour les droits des femmes qui commémore une grève des ouvrières du textile aux Etats-Unis au début du XXème siècle. Par ailleurs, la Russie a été le premier pays à légaliser le droit à l'avortement après la révolution de 1917, et à accorder un certain nombre de droits aux femmes, comme le divorce. C'est par leur participation à cette révolution et en s'imposant sur la scène politique qu'elles ont pu les obtenir. Ce n'est donc qu'en comptant sur nos propres forces que nous pouvons défendre nos droits et en obtenir de nouveaux. Cette année, comme tous les ans, une manifestation ou un rassemblement sera organisée le 8 mars dans de nombreuses villes. Dans le contexte actuel, c'est l'occasion pour nous de réaffirmer notre volonté de pouvoir disposer de nos corps, de se battre pour conserver notre droit à l'IVG et de réclamer la PMA, qui est un enjeu important pour toutes les femmes. Disposer de son corps, c'est pouvoir décider d'avoir un enfant ou non, et de quelle façon.

Violaine Lille

En France où en est-on du droit à l'IVG ?

Récemment, une loi a été votée à l'Assemblée supprimant la notion de « détresse » inscrite dans la loi sur l'IVG. Certes, le symbole est important, et il est tout aussi fondamental de réaffirmer que pour les femmes, avorter est un choix et qu'elles n'ont pas à s'en justifier. Mais en France, si ce droit est crité dans la loi et n'est légalement menacé, même son remboursement (malgré les crises mouettes de quelques UMP et des réacs qui défilent le dimanche dans la rue), il est aujourd'hui fortement limité dans la pratique.

L'austérité dans la Santé : une violence d'Etat

Il a été depuis des années démantelé pièce par pièce par les diverses attaques menées par les politiques de santé publique des gouvernements. La Loi Bachelot sur la « réorganisation de l'offre de soin » a ainsi largement contribué à la disparition des centres d'IVG et des Plannings familiaux, particulièrement en Ile-de-France et en PACA.

Ajoutez à cela qu'avec les départs en retraite et le peu de formation de nouveaux praticiens, les médecins pratiquant l'IVG se font de plus en plus rares. Par an, c'est près de 5000 femmes qui sont contraintes à « la double peine » à cause des délais et du peu de place d'accueil : partir à l'étranger pour pouvoir avorter.

Dans les moments de crise, l'IVG et les droits des femmes sont toujours parmi les premiers à être attaqués... Et là encore le gouvernement Hollande a décidé de marcher dans les pas de ses prédécesseurs : priorité à l'austérité !

Mais même lorsque l'avortement est concrètement accessible, le système sexiste du patriarcat est assez bien organisé pour ne pas avoir à interdire formellement l'avortement.

L'IVG est légale... Mais pas morale !

La pression morale est la meilleure arme de la réaction. L'avortement, encore aujourd'hui, n'est absolument pas légitime. La société, particulièrement à travers le jugement et le comportement des médecins, renvoie aux femmes l'image d'une irresponsabilité dont elles devront porter seule la honte et la responsabilité. Il est loin le temps du « Manifeste des 343 salopes », et pourtant encore aujourd'hui il faut lutter contre les préjugés autour de l'IVG. Les réacs de tous bords, modérés ou non, crient à des soi-disant « avortements de confort », une notion héritée de l'extrême droite, insultante pour toutes les femmes qui ont un jour eu recours à l'IVG.

Face à ça nous avons encore une importante bataille idéologique à mener : réaffirmons le droit pour toutes les femmes à disposer de leur corps et à décider pour elles-mêmes !

Manon Paris 1

En Espagne et partout : AVORTER C'EST NOTRE DROIT !

Depuis maintenant 39 ans, l'avortement, en France, est sorti de la clandestinité : en 1975, après une longue lutte des féministes du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), une loi sur l'IVG était arrachée au gouvernement Giscard. Pour autant, tout n'est pas gagné, bon nombre de difficultés perdurent et les raisons de se battre pour ce droit fondamental restent toujours nombreuses. D'autant plus nombreuses qu'il est aujourd'hui remis en cause dans plusieurs pays du monde.

Le droit à l'avortement : un droit arraché par les luttes des femmes.

Dans les années qui ont suivi Mai 1968, le Mouvement de libération des femmes (mouvement féministe issu de plusieurs groupes) a multiplié les actions. Ce sont les féministes du Mouvement de libération des femmes (MLF) qui ont été les premières, dès 1970, à exiger le droit des femmes à disposer de leur corps. Elles ont été à l'origine de la parution, le 5 avril 1971, du « Manifeste des 343 salopes », mêlant femmes célèbres et anonymes, qui déclaraient avoir avorté et donc avoir enfreint la loi. Ce fut un événement majeur car il s'agissait d'un stupéfiant défi au pouvoir. Cela reste un grand chapitre de l'histoire de la désobéissance civile.

Cette offensive a permis que les médecins, qui étaient nombreux à ne plus supporter d'accueillir des femmes mourantes et mutilées à la suite d'avortements clandestins, se prononcent publiquement. Et le « Manifeste des 343 salopes » a été suivi en février 1973 de celui de 331 médecins déclarant pratiquer des avortements.

Ce manifeste, puis le procès de Marie-Claire (jeune femme ayant avorté à la suite d'un viol) à Bobigny en 1972 obligent les médecins à prendre position. Certains (minoritaires) prennent position pour le droit à l'avortement, défendent que la décision appartient à la femme et pas au médecin, et déclarent pratiquer des avortements. Dans ce contexte, la création en 1973 du MLAC va donner une autre ampleur au mouvement et le transformer en véritable mouvement de masse, qui fait le lien entre pratique (avortements sur place et voyages collectifs à l'étranger) et politique (lien avec les luttes sociales de l'époque). Le MLAC, auquel participaient des médecins pratiquant les avortements, a été un puissant réseau de militantes et de militants de toutes sortes, pour beau-

coup engagées et engagés par ailleurs dans des perspectives de changer radicalement de société, structurés en comités de quartiers et d'entreprises, accueillant et informant les femmes souhaitant avorter, organisant la pratique d'avortements sur place ou les voyages à l'étranger.

Pour lutter contre toutes ces transgressions publiques de la loi, le gouvernement est obligé de chercher des solutions.

Pendant ce temps, de multiples propositions de loi de libéralisation de l'avortement ont donc été déposées. Un premier projet de loi a vu le jour fin 1973, mais il a succombé à son indignité. Il prévoyait que des comités de médecins décident des avortements à la place des femmes, et seulement pour des motifs médicaux ou en cas de viol.

Enfin, en 1974, un projet a été défendu par Simone Veil, ministre de la Santé. Du point de vue de la mobilisation, cette loi était très en deçà des exigences. D'ailleurs, Simone Veil le dit elle-même aujourd'hui : un de ses objectifs était de rétablir l'autorité de l'État, si sérieusement bafouée.

La loi limitait le recours à l'avortement à dix semaines de grossesse et aux situations de « détresse », elle était dûment encadrée par un entretien et un « délai de réflexion » obligatoires. Elle obligeait les mineures à obtenir une autorisation parentale pour avorter, soumettait l'avortement des femmes étrangères à des conditions de séjour, mettait en place la clause de conscience qui permettait aux médecins de refuser de pratiquer cet acte. Simone Veil s'est opposée lors du débat parlementaire à des amendements prévoyant le remboursement de l'avortement.

La loi a été confirmée en 1979, sous la pression de grandes manifestations. En 1983, la loi Roudy a permis le remboursement de l'IVG. Parallèlement aux mobilisations contre les commandos des opposants à l'avortement dans les années 1990, la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac), le Mouvement français pour le planning familial et l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse n'ont cessé d'exiger des modifications de la loi, concernant les délais, le caractère obligatoire de l'entretien préalable. Après une série d'aménagements relativement discrets, c'est la loi Aubry du 4 juillet 2001 qui dépénalise l'avortement, supprime l'autorisation parentale pour les mineures et porte le délai légal de dix à douze semaines.

«C'est par leurs luttes, par des mobilisations continues, que les femmes ont pu imposer des lois leur donnant droit à disposer de leur corps, et c'est encore ainsi que nous pourrions gagner de nouveaux droits.»

C'est par leurs luttes, par des mobilisations continues, que les femmes ont pu imposer des lois leur donnant droit à disposer de leur corps, et c'est encore ainsi que nous pourrions gagner de nouveaux droits.

Le droit à disposer de son corps : la bataille est encore longue

L'accès à l'avortement reste difficile en France faute de moyens financiers, de structures et de médecins le pratiquant. En effet, la clause de conscience qui permet aux médecins de refuser de pratiquer l'IVG est maintenue ; l'IVG reste donc un acte médical « d'exception » reposant principalement sur des médecins militants. Le délai de 7 jours de « réflexion » après la première consultation est toujours obligatoire (pouvant être réduit à 2 jours en cas d'urgence). Et surtout, la poursuite par le gouvernement actuel du plan d'austérité HPST (la loi Bachelot « hôpital, patients, santé et territoires », qui a poursuivi la privatisation de l'hôpital public entamée par



Simon Veil à l'Assemblée Nationale en 1974

Chirac) entraîne un accès de plus en plus réduit à l'avortement. Ainsi, entre 2004 et 2012, c'est près de 130 centres IVG qui ont été fermés en France !

Mais la question n'est pas qu'économique, les oppositions idéologiques continuent à exister. « La Marche pour la vie », groupe anti-IVG, a manifesté à Paris dimanche 19 janvier pour inciter le gouvernement français à prendre exemple sur l'État espagnol. Ce groupe, qui s'était rallié en 2013 à la Manif pour tous, a rassemblé dans ses rangs plusieurs milliers de personnes derrière des slogans conservateurs et anti-IVG. Cette manifestation a été soutenue par l'Église catholique, dont le pape a rappelé « l'horreur » que suscite en lui l'avortement et incité les gouvernements à « défendre les familles ». La manifestation du dimanche 26 janvier, dite « jour de colère », qui a rassemblé deux ou trois dizaines de milliers de personnes à Paris a amalgamé groupes catholiques intégristes, groupuscules fascistes, adeptes de Dieudonné et complotistes en tous genres.

Face à l'offensive de la « manif pour tous », et autres réactionnaires, nous devons, plus que jamais réaffirmer le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps. Le droit à disposer de son corps c'est pouvoir décider si l'on veut avoir des enfants ou non ; quand ; et avec qui. Ce n'est pas un hasard si ce sont les mêmes qui s'opposent au droit à l'avortement et au droit à la PMA pour les couples de femmes. Ce qui leur pose problème, c'est que les femmes aient le droit de décider ce qu'elles font de leur vie et

de leur sexualité, de façon autonome, qu'elle soit en couple avec un homme, avec une femme, ou encore célibataire. C'est pourquoi les revendications du droit à l'avortement et de l'accès à la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes sont liées et nous concerne toutes et tous, que l'on soit hétéros, bi, lesbienne, ou trans.

Chaque jour, nous devons lutter contre ceux qui pensent que la place des femmes est au foyer, qu'il faut renvoyer les immigrés dans leur pays, et que les homos sont des citoyens de seconde zone. Et cela se passera d'abord dans la rue. Pour montrer à la droite et à l'extrême droite de ce pays que la rue n'est pas à eux, nous devons commencer par aller manifester les plus nombreuses et nombreux possible ce 8 mars pour les droits des femmes.

Léa nanterre



Le Mans, Bordeaux, Poitiers, ...

ESPE en lutte !

Depuis la réforme de la « masterisation », en 2009 faisant passer le concours de bac+3 à bac+5, la situation des étudiants en préparation des concours de l'enseignement ne cesse de se dégrader. La qualité des formations aux métiers de l'enseignement est elle-même remise en cause d'année en année et subit les mauvais traitements de la part des différents gouvernements. De plus, l'austérité qui touche l'enseignement supérieur ne fait qu'ajouter des problèmes à cette situation. Les universités, qui souffrent du manque de budget général, ne peuvent assumer l'ensemble des dépenses nécessaires et adaptent les formations en fonction du budget, là où il faudrait penser ce dernier en fonction des formations. Ainsi, des heures d'enseignements ne peuvent plus être assurées, les formateurs sont trop peu nombreux et non remplacés à leur départ. La formation des futurs enseignants est affaiblie et malmenée, mettant en péril l'éducation des élèves.

Depuis début janvier, au Mans, une cinquantaine d'étudiant-es s'organisent quotidiennement et mettent en place la mobilisation. Afin que chacun puisse s'impliquer dans cette dernière et dans un souci d'efficacité, des com-

missions de travail sont créées en fonction des besoins (rédaction de tracts, d'articles, confection d'affiches, communication avec les autres sites...). Pour plus de cohésion, des assemblées générales sur la base de la démocratie directe sont organisées chaque jour. Des bilans réguliers du travail des

différentes commissions et délégations sont effectués et les perspectives de mobilisation sont débattues. Toutes les propositions sont votées par l'assemblée générale avant d'être adoptées ou non. Cependant, la mobilisation a un coût (déplacements sur les autres sites), c'est pourquoi nous avons mis en place une caisse de grève dès le premier jour dans laquelle chacun peut donner ou non en fonction de ses moyens.

Parce que nous ne pouvons gagner qu'en dépassant l'échelon local, l'objectif est d'étendre le mouvement aux autres sites lors de la journée nationale de mobilisation le 12 février !

Orianne Le Mans



Pécresse en rêvait, Fioraso l'a fait !

Jusqu'à présent il y avait environ 74 facs en France. La dernière réforme universitaire, la « loi Fioraso » prévoit de nombreux regroupements et fusions entre celles-ci, de façon à ce qu'il ne reste plus que 30 « communautés d'université ». Alors qu'aujourd'hui plus de la moitié des universités sont en déficit, les regroupements devront adopter des stratégies impliquant des suppressions de filières lorsqu'elles font doublon entre les universités qui composent les pôles et donc une augmentation du nombre d'étudiant-e-s par formation alors que nos TD sont déjà surchargés.

La fusion de l'Université de Lorraine, ou celle d'Aix-Marseille, maintenant en déficits de plusieurs dizaines de milliers d'euros, sont révélatrices de la gravité de cette réforme. Alors que les conditions de travail des personnels d'université se dégradent du fait du désengagement de l'Etat dans l'ESR, ils ne sont pas épargnés par les regroupements. La gestion de la masse salariale est elle aussi transférée à la nouvelle communauté d'université qui va assurer leur répartition et donc potentiellement leur mobilité entre les différents



établissements des pôles. Comme pour les étudiants, dont beaucoup ne trouveront plus la formation qu'ils recherchaient à proximité de leur logement.

Démocratie zéro dans les conseils du pôle avec un manque de représentativité d'élue-s, au profit de personnalités extérieures à l'université qui seront, elles, désignées. Ce pourraient être par exemple des patrons d'entreprises qui prendront des décisions sur le budget, les financements de nos formations et leurs contenus. C'est donc l'écart entre filières « d'élite », celles

qui rapportent aux entreprises, et filières « poubelles » qui va s'accroître.

Une fois encore, les regroupements mis en place par le gouvernement nous montrent bien qu'il est au service des plus riches, en soumettant l'enseignement supérieur aux logiques du marché et à l'intérêt des grandes entreprises. Ce sont nos formations et la valeur de nos diplômes (notre arme sur le marché du travail) qui sont directement attaquées !

Emma et June, Paris 8

Un collectif féministe à Bordeaux

A Bordeaux un nouveau groupe d'étudiantes féministes vient de voir le jour en ce début d'année. L'année dernière, après une lutte contre le sexisme à Sciences-Po, un premier collectif, composé d'étudiant-e-s mais aussi de doctorant-e-s, s'était lancé. Mais rapidement un clivage générationnel avait vu le jour : les doctorant-e-s voulant protéger leurs postes se battaient pour l'anonymat du collectif et pour une sortie institutionnelle de la crise.

C'est pourquoi en ce début d'année, une partie des étudiantes de ce premier collectif et de nouvelles, notamment du NPA et de Solidaires-étudiant-e-s, ont décidé de créer le Collectif en lutte des étudiantes féministes. L'objectif est de relancer une activité féministe « de base ». Les groupes

de parole, la non-mixité, doivent permettre à des non-militantes de s'exprimer sur les violences sexistes et patriarcales quotidiennes. En passant du sentiment d'oppression individuelle à un cadre de défense collective de prise de conscience de l'oppression patriarcale, le but du Collectif est aussi de faire partager l'envie de militer.

Il y a un vrai bon accueil de cette initiative parmi les étudiantes rencontrées : la première manifestation de solidarité avec les Espagnoles pour le droit à l'IVG a été l'occasion de faire des dizaines de contacts. De même, une projection du film *Les femmes du bus 678*, sans gros travail de préparation, a réuni plus de 25 personnes.

Il y a donc véritablement un besoin et un espace pour une structure militante qui donne envie au non-militantes de s'investir. De nombreux projets sont donc à l'ordre du jour : continuité du travail de solidarité pour le droit à l'IVG en Espagne, création d'un « Mur du sexisme » pour répertorier les affiches de soirées étudiantes sexistes, préparation de la journée du 8 mars de lutte pour le droit des femmes pour laquelle Solidaires 33 devrait déposer un préavis de grève... Dans tous les cas le prochain événement sera l'assemblée générale de présentation du collectif le mercredi 5 février.

Chloé Bordeaux

Charte de la laïcité ou charte islamophobe ?

Depuis la rentrée le ministre Vincent Peillon affiche dans les établissements scolaires la « charte de la laïcité » avec comme mission de « faire partager aux élèves les valeurs de la République ».

Dans une période de crise économique, cette charte fait effet d'écran de fumée dans un début d'année marqué par les réformes sur les rythmes scolaires, le gel des salaires et plus généralement le manque de moyens dans les établissements scolaires...

Cette laïcité permet au gouvernement de faire passer toutes les attaques racistes et islamophobes : de l'exclusion du système scolaire des filles portant le voile en 2004 jusqu'au licenciement d'une salariée voilée dans une crèche il y a quelques mois.

Aujourd'hui le gouvernement ne s'arrête pas là : la charte de la laïcité permet au chef d'établissement et aux profs de refuser les filles portant le jilbab (robe longue) et les mamans voilées de rentrer dans les établissements ou d'accompagner une classe lors d'une sortie scolaire !

La première loi sur la laïcité en 1905 avait pour but de protéger les libertés religieuses individuelles et de séparer la religion de l'Etat, en effet au début du XXème siècle le catholicisme avait, lui, une réelle main-mise sur l'Etat.

La laïcité n'avait pas pour but de discriminer une population pour son appartenance religieuse ! Aujourd'hui ce ne sont pas les musulmans qui dictent la politique française mais bien le gouvernement Ayraut qui appliquent l'austérité dans nos facs et lycées et les capitalistes qui réalisent toujours plus de profit sur le dos de nos emplois précaires.

Dans une période où le Front national et l'extrême droite multiplient les discours et agressions racistes, le gouvernement PS poursuit la politique islamophobe de ses prédécesseurs (projet d'interdiction du voile dans les universités, impunité des agresseurs islamophobes).

Nous dénonçons cette charte de la laïcité, qui au nom d'un féminisme autoproclamé et de la république permet d'exclure nos camarades du système scolaire. Qu'on soit musulmans ou non, qu'on porte un jilbab ou non, nous avons toutes et tous un même droit à l'éducation.

Thomas Marseille

exclusif Les pensées posthumes d'Ariel Sharon

Hé ben, quoi ? On me laisse planté là ? Vous croyez que j'ai pas assez joué les légumes pendant huit ans ?! J'ai pas droit aux funérailles de l'autre terroriste de Mandela ? Quelle ingratitude de la part de tous ces dirigeants occidentaux ! J'ai été leur fidèle serviteur au Moyen-Orient. Je leur ai acheté des armes, leurs technologies dernier cri... Et pas un ne se pointe à mes funérailles !

Apparemment, leurs opinions publiques auraient mal pris qu'ils viennent me rendre hommage... Tout ça pour quelques massacres ! C'est vrai que je me suis un peu lâché dans ma vie. Ma première fois c'était en 1955. J'avais 25 ans. Avec mes hommes de l'Unité 101, on a massacré environ soixantaine-dix civils palestiniens pour venger la mort de trois Israéliens. Bon, d'accord, c'était un peu disproportionné... Mais enfin ce n'était pas si grave que ça ! D'abord c'était surtout des enfants, ça compte moins. Et puis ils étaient dans leurs maisons, c'est plus sympa.

Ensuite je suis monté en grade et j'ai commandé des parachutistes pendant la crise du canal de Suez, quand l'autre salopard de nationaliste arabe de Nasser a voulu nationaliser la propriété des multinationales occidentales en Égypte. Pendant l'opération, quelques hommes à moi ont massacré deux cents prisonniers, surtout des civils. La France et le Royaume-Uni ont fait en sorte qu'on ne me cherche pas de noises. Il faut dire que c'était pour eux qu'on combattait.

Je suis devenu un héros avec la guerre des Six jours et la prise du Sinaï en 67, puis avec la répression des Palestiniens en 1971. Cette fois, on a tué une grosse centaine de civils. Mais on a été sympa, on a aussi fait des prisonniers pour les torturer.

Forcément, avec mon curriculum, quand j'ai créé mon parti, le Likoud, en 1971, j'ai tout de suite eu du succès. Yitzhak Rabin m'a fait venir au gouvernement comme conseiller spécial à la Sécurité. J'ai mouillé la chemise. Je conduisais moi-même les groupes de colons pour établir des implantations... Oui, illégales.

En 82 ça a été le coup de trop. J'avoue. On occupait le Liban et que j'ai un peu laissé les phalangistes chrétiens attaquer les camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Heureusement qu'on contrôlait le coin. On a empêché qu'il y ait une vraie enquête, du coup, il n'y a toujours pas de chiffre officiel pour le massacre. Nous on dit cinq cents morts, nos ennemis disent cinq mille. Enfin officiellement je ne suis pas coupable... Juste responsable. J'ai dû me mettre un peu en retrait. Il faut dire qu'à l'époque il y avait un camp pacifiste important en Israël. Ils étaient plusieurs centaines de milliers à manifester pour ma démission.

J'ai eu dix-huit ans pour préparer mon retour. Et quel retour ! En 2000, je suis allé me promener sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem. Oui, chez les musulmans, moi qu'ils considéraient comme un boucher. Ça a déclenché la deuxième Intifada et j'ai été élu Premier ministre moins d'un an plus tard.

J'ai traité les Palestiniens de terroristes et j'ai commencé à construire le mur de séparation autour de la Cisjordanie et de Jérusalem. J'ai attendu la mort d'Arafat pour reprendre les négociations. J'aimais bien son successeur, Mahmoud Abbas. C'est un bon gars. D'ailleurs, une société de bâtiment qu'il possède a participé à la construction de mon mur.

C'est là que j'ai eu mon coup de génie : après avoir emmuré la bande de Gaza, j'ai fait évacuer les colonies. On a transformé Gaza en prison et on m'a salué comme un pacifiste. Là, à ma mort, les dirigeants français ont été unanimes. Le chef de l'UMP, Jean-François Copé, a dit que j'avais « été incontestablement une figure éminente de l'histoire et de la vie politique israélienne ». Et le chef du PS, Harlem Désir, a rendu hommage à mes « pourparlers de paix avec Mahmoud Abbas en 2004 » et à mon retrait de Gaza en 2005. Pas mal pour un pays d'antisémites, non ?

Ils sont marrants ces Français. Ils ne comprennent rien. Plein sont convaincus que c'est nous qui contrôlons les dirigeants politiques de leur pays. C'est exactement l'inverse ! Nous ne servons rien d'autre que les intérêts des grandes puissances européennes et nord-américaines. Vous croyez que nous aurions les moyens d'opprimer un peuple et de tenir tête aux États arabes sans leur aide ? Et vous croyez qu'ils nous aideraient si nous ne le faisons pas pour eux ?!

Mais c'est bien que les gens pensent ça. Comme ça ils confondent tout : ils pensent que le sionisme est une conspiration pour dominer le monde alors qu'il s'agit juste de voler leurs terres aux Palestiniens pour notre État... Mais tant qu'ils croient au « complot », ils ne pensent pas à défendre les Palestiniens. Regardez le programme de Dieudonné et Soral aux dernières élections européennes en France en 2009. Leur liste se disait « antisioniste » et leur programme ne mentionnait pas une seule fois Israël et la Palestine !

Pour nous c'est tout bénéf : avec leurs conneries on peut dire qu'il y a une montée d'antisémitisme et convaincre des Juifs d'Europe de venir s'installer en Israël. Ça nous renforce et ça nous permet d'acheter encore plus d'armes et d'infrastructures à l'Europe et aux États-Unis.

Merci Dieudo ! Toi au moins tu n'as pas besoin de me rendre hommage. Ton action complète la mienne à merveille et tu n'es pas de ceux qui cherchent à y mettre des obstacles !

Les **Rencontres internationales de jeunes** sont un camp de jeunes, organisé par la IVe Internationale. C'est une semaine de rencontre entre militants, sympathisants et curieux de toute l'Europe et au-delà. Une semaine où l'on est réuni pour discuter de comment changer le monde, comment renverser le capitalisme, comment mettre en place une société plus juste et nous offrir un avenir. Des débats, des meetings, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours. C'est aussi une semaine où l'on tente de pratiquer nos idées : lutte contre les préjugés sexistes, racistes, homophobes..., partage des richesses, autogestion, etc.. Cette année, les RIJ ont lieu en France, du 3 au 9 août. Il y a aujourd'hui mille raisons de se révolter. Les RIJ sont une semaine pour passer de ces révoltes à la révolution ! Pour t'inscrire, contacte-nous !

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

#34 - Février 2014



www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondu

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

RIJ : pourquoi s'organiser à l'échelle internationale ?

Voilà bientôt six ans que la crise globale du système capitaliste, tant économique que sociale et environnementale, a des conséquences désastreuses aux quatre coins du monde. Guerres, misère, pauvreté, chômage, précarité, drames climatiques, etc, sont le lot quotidien de millions d'êtres humains, tandis que quatre-vingt-cinq richissimes capitalistes possèdent autant de richesse que la moitié de l'humanité, c'est-à-dire 3,5 milliards de personnes !

Ces catastrophes sociales et écologiques ne sont pas uniquement le fruit de la crise, mais bien le résultat des choix politiques des gouvernants, bien décidés à nous faire payer la crise. Le taux de chômage des jeunes atteint plus de 50% en Etat espagnol ou en Grèce pendant que le droit du travail, les services publics et la protection sociale sont remis en cause partout en Europe.

Les grandes puissances mènent des guerres pour garantir le pillage de ressources naturelles et s'assurer des débouchés au profit de quelques firmes multinationales : la France au Mali et en Centrafrique par exemple, pour défendre les intérêts d'Areva, Total et confrères du CAC 40 ! Pour justifier ces appétits impérialistes et éviter toute contestation face aux régressions sociales, les gouvernements usent du racisme et de la xénophobie.

Face à ces politiques, des résistances émergent sur tous les continents. Des révolutions arabes aux indignés espagnols, grecs ou américains, des mobilisations de la jeunesse en Turquie et au Brésil l'été dernier aux grèves de masse en Asie ces dernières semaines, etc. C'est une nouvelle génération militante qui exprime sa rage et sa colère face à un système qui ne nous offre aucun avenir !

Nous sommes toutes et tous victimes d'un même système : le capitalisme ! Si les Etats se font concurrence, il y a bien une chose qui unit gouvernements et exploités : nous serrer toujours plus la ceinture au profit d'une infime minorité ! Pour cela, les capitalistes sont organisés à l'échelle internationale et coopèrent dans le cadre d'institutions comme l'UE, le FMI, la Banque mondiale, ou encore l'OMC et l'ONU.

Face à ce système, les opprimés et les exploités doivent s'organiser à l'échelle internationale ! Face aux tentations nationalistes et au poison raciste et xénophobe véhiculé par l'extrême-droite, nous devons opposer la solidarité et l'internationalisme ! « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » concluait le manifeste du Parti communiste il y a 150 ans. Ce slogan trouve encore toute sa force et son actualité, et pour s'organiser à l'échelle internationale pas qu'en parole, il y a les Rencontres internationales de jeunes !

Raph Paris 1

Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)

Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA